

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/03/049

**SUBVENTION
PLURIANNUELLE
D'INVESTISSEMENT DE
900.000 € A L'UNIVERSITE
CLAUDE BERNARD LYON 1
POUR LA REHABILITATION
DE L'INSTITUT DE BIOLOGIE
MARINE MICHEL PACHA A
LA SEYNE-SUR-MER EN
CENTRE INTERNATIONAL
DE SEMINAIRES**

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE.

ABSENTS :

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

Séance Publique du 24 mars 2022

N° D' O R D R E : 22/03/049

**O B J E T : SUBVENTION PLURIANNUELLE D'INVESTISSEMENT
DE 900.000 € A L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD
LYON 1 POUR LA REHABILITATION DE L'INSTITUT DE
BIOLOGIE MARINE MICHEL PACHA A LA SEYNE-SUR-
MER EN CENTRE INTERNATIONAL DE SEMINAIRES**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la demande conjointe de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et de l'Université de Toulon du 16 juillet 2019,

VU l'arrêté attributif d'une subvention d'investissement de la Région du 26 novembre 2021,

VU la convention de subventionnement pluriannuelle ci-annexée,

VU l'avis de la Commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche du 23 février 2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 14 mars 2022,

CONSIDERANT que l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) est propriétaire de l'Institut de Biologie Marine Michel Pacha à La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que pour répondre à la volonté de se doter de moyens permettant d'accroître son attractivité, sa visibilité, et de développer les échanges et les collaborations internationales de ses chercheurs, l'UCBL souhaitent créer un centre de séminaires et d'accueil de chercheurs en séjour courte durée sur le site de l'Institut de Biologie Marine Michel Pacha à La Seyne-sur-Mer, dont l'objectif est d'être un lieu d'échanges entre chercheurs de différentes disciplines et un moyen de développer des partenariats avec les acteurs du monde socio-économique,

CONSIDERANT que de manière plus générale, ce centre aura vocation à accueillir des événements scientifiques attirant ainsi des chercheurs nationaux et internationaux sur le territoire. Il sera également ouvert à l'ensemble des acteurs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour tisser des liens entre le monde économique et le monde académique, et participera ainsi au renforcement de la compétitivité et de l'attractivité du territoire,

CONSIDERANT que ce projet consiste en l'évolution des bâtiments DUBOIS et PERES, ainsi que les bâtiments annexes de l'actuel Institut de Biologie Marine Michel Pacha vers des fonctions de séminaires, d'accueil de chercheurs et d'étudiants sous la forme de Centre de Séminaire Scientifique International (CIS), comprenant un amphithéâtre, des salles de cours et de conférences, des espaces restauration et hébergement, ainsi qu'un espace bureaux destiné aux start-up – sociétés savantes,

CONSIDERANT que la réhabilitation portera sur 1 043 m² de surfaces utiles au sein des bâtiments Dubois, Peres et des locaux annexes ainsi que le réaménagement du parc remarquable de 2 500 m²,

CONSIDERANT que 87 m² de surfaces utiles, situées dans les anciens locaux annexes à l'entrée du site, resteront dédiés à la recherche par le maintien de l'expérience ANTARES menée par le CPPM, afin de valoriser la dimension de recherche du site,

CONSIDERANT que le budget total du projet est évalué à 5 950 000 € TTC à mobiliser sur 5 années (2021 à 2025), conformément au plan de financement global et au planning prévisionnel de réalisation, suivants :

Dépenses en € TTC	
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment DUBOIS	1 917 600
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment PERES	1 824 000
Coût prévisionnel des travaux sur les bâtiments annexes	291 600
Réhabilitation du jardin remarquable	430 800
Coût des AMO et études	1 079 040
Aléas (6% du coût des travaux)	267 840
Révision de prix	133 920
Total Coût d'investissement	5 944 800

Recettes en € TTC		%
Région	1 150 000	19,32
Métropole TPM	900 000	15,13
Département Var	900 000	15,13
UCBL	3 000 000	50,42
Total	5 950 000	100 %

Nature	Durée
Procédures de maîtrise d'œuvre	Mars 2022 à septembre 2022
Etudes	Septembre 2022 à septembre 2023
Procédures d'appels d'offres travaux	Octobre 2023 à mars 2024
Travaux	Avril 2024 à avril 2025

CONSIDERANT que la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, arrêtée à 900 000 €, est établie sur une assiette de dépenses subventionnables de 5 950 000 €, soit un taux de participation de 15,12 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole à ce projet,

CONSIDERANT que les crédits seront votés et libérés conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés, à savoir 230 000 € en 2022 et 670 000 € en 2024,

CONSIDERANT que les versements seront effectués à réception des états de dépenses transmis en fonction de l'avancement des travaux et s'établiront de la manière suivante :

- Un premier versement de 230 000 € à réception de la convention signée par les parties,
- Un deuxième versement de 536 000 € en 2024 sur la base des états des dépenses engagées représentant au moins 20 % des dépenses totales,
- Le solde de 134 000 € à l'achèvement de l'opération sur production, par le maître d'ouvrage, du procès-verbal de réception des travaux ainsi que du bilan financier définitif de l'opération signé par l'ordonnateur et le comptable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le projet de réhabilitation de l'Institut de Biologie Marine Michel Pacha à la Seyne sur Mer en centre de séminaires et d'accueil de chercheurs et d'étudiants sous la forme de Centre de Séminaires Scientifique International (CIS).

ARTICLE 2

D'APPROUVER le plan de financement global de l'opération suivant :

Dépenses en € TTC	
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment DUBOIS	1 917 600
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment PERES	1 824 000
Coût prévisionnel des travaux sur les bâtiments annexes	291 600
Réhabilitation du jardin remarquable	430 800
Coût des AMO et études	1 079 040
Aléas (6% du coût des travaux)	267 840
Révision de prix	133 920
Total Coût d'investissement	5 944 800

Recettes en € TTC		%
Région	1 150 000	19,32
Métropole TPM	900 000	15,13
Département Var	900 000	15,13
UCBL	3 000 000	50,42
Total	5 950 000	100 %

ARTICLE 3

D'ATTRIBUER une subvention d'investissement de 900 000 € à l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) pour la réalisation de son projet.

ARTICLE 4

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal de la Métropole en 2022 et 2024, opération 1144, article 204182, fonction 23, de la manière suivante conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiements estimés :

- 230 000 € en 2022
- 670 000 € en 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

**CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION PLURIANNUELLE
D'INVESTISSEMENT A L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1
POUR LA REHABILITATION DE L'INSTITUT DE BIOLOGIE MARINE MICHEL PACHA A LA
SEYNE SUR MER EN CENTRE INTERNATIONAL DE SEMINAIRES**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 bd Henri Fabre – 83 041 TOULON cedex 09, représentée par son président, **Monsieur Hubert FALCO**, agissant en vertu de la Délibération Métropolitaine N° du ,
désigné ci-après le « Métropole TPM »,

ET

L'Université Claude Bernard Lyon 1 situé 4 Boulevard du 11 Novembre 1918, 69100 Villeurbanne, représenté par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY, dûment habilité à cet effet,
désigné ci-après « UCBL ».

La Métropole TPM et l'UCBL sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « Partie(s) ».

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Ce projet répond à la volonté de l'UCBL de se doter des moyens permettant d'accroître son activité, sa visibilité et de développer les échanges et les collaborations internationales de ses chercheurs. Il est ainsi envisagé de créer un centre de séminaires et d'accueil de chercheurs en séjour courte durée sur le site de l'Institut de Biologie Marine Michel Pacha à la Seyne sur Mer. Ce centre aura pour but d'être un lieu d'échanges entre chercheurs de différentes disciplines et un moyen de développer des partenariats avec les acteurs du monde socio-économique. Les colloques organisés sur le site devront être en lien avec l'étude de la nature (en respect des dispositions de la donation).

De manière plus générale, ce centre aura vocation à accueillir des évènements scientifiques pour l'ensemble de la communauté du territoire et des partenaires de l'UCBL, dont l'UTLN. Il sera également ouvert à l'ensemble des acteurs de la Métropole TPM pour tisser des liens entre le monde économique et le monde académique.

Ce projet qui participe ainsi au renforcement de la compétitivité et de l'attractivité du territoire consiste en l'évolution des bâtiments DUBOIS et PERES ainsi que les bâtiments annexes de l'actuel Institut de Biologie Marine Michel Pacha vers des fonctions de séminaires, d'accueil de chercheurs et d'étudiants sous la forme de Centre de Séminaire Scientifique International (CIS), comprenant un amphithéâtre, des salles de cours et de conférence, des espaces restauration et hébergement, ainsi qu'un espace bureaux destiné aux start-up – sociétés savantes.

La réhabilitation portera sur 1 043 m² de surfaces utiles au sein des bâtiments et le réaménagement du parc remarquable de 2 500 m², conformément au programme de réhabilitation annexé à la présente convention (annexe 1).

Par ailleurs, le centre conservera une activité de recherche liée au domaine maritime en continuant à héberger le projet ANTARES (télescope sous-marin à neutrinos) mené le CPPM.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation de la Métropole TPM à la réalisation du projet « Centre de Séminaires Michel Pacha » à la Seyne sur Mer par l'UCBL.

Par la présente convention, l'UCBL s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les travaux et les aménagements nécessaires à la réhabilitation de l'Institut de Biologie Marine Michel Pacha en Centre International de Séminaires.

ARTICLE 2 : Financement du projet

En vertu de la délibération n° _____ du Conseil Métropolitain du _____ le montant total de la subvention accordée par la Métropole TPM à l'UCBL pour la réalisation de son projet est de **900 000 €**, établi sur une assiette de dépenses subventionnables de **5 950 000 €**, soit un taux de participation de **15,12 %** constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole à ce projet, et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation.

Les crédits seront votés et libérés de la manière suivante, conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés :

- 230 000 € en 2022
- 670 000 € en 2024

Plan de financement global :



Dépenses en € TTC	
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment DUBOIS	1 917 600
Coût prévisionnel des travaux sur le bâtiment PERES	1 824 000
Coût prévisionnel des travaux sur les bâtiments annexes	291 600
Réhabilitation du jardin remarquable	430 800
Coût des AMO et études	1 079 040
Aléas (6% du coût des travaux)	267 840
Révision de prix	133 920
Total Coût d'investissement	5 944 800

Recettes en € TTC		%
Région	1 150 000	19,32
Métropole TPM	900 000	15,13
Département Var	900 000	15,13
UCBL	3 000 000	50,42
Total	5 950 000	100 %

Planning prévisionnel de réalisation :

Nature	Durée
Procédures de maîtrise d'oeuvre	Mars 2022 à septembre 2022
Etudes	Septembre 2022 à septembre 2023
Procédures d'appels d'offres travaux	Octobre 2023 à mars 2024
Travaux	Avril 2024 à avril 2025

Détail des dépenses éligibles au financement de la Métropole TPM, ci-dessous, annexé à la présente convention (annexe 2) :

Projet de réhabilitation Institut de Biologie Marine Michel PACHA à la Seyne sur Mer			
TRAVAUX € euros HT			
Bâtiment DUBOIS			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		1 079 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		162 000,00	
LOTS TECHNIQUES		227 000,00	
ACCESSIBILITE PMR		130 000,00	
Bâtiment PERES			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		1 064 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		166 000,00	
LOTS TECHNIQUES		245 000,00	
ACCESSIBILITE PMR		45 000,00	
Bâtiment ANNEXES			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		137 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		38 000,00	
LOTS TECHNIQUES		68 000,00	
AMENAGEMENTS EXTERIEURS			
Travaux extérieurs		359 000,00	
TOTAL TRAVAUX		3 720 000,00	
ETUDES € euros HT			
Maîtrise d'oeuvre (Base+OPC) 12%		446 400,00	
Mandataire 3%		177 000,00	
Indemnité Concours 5 candidats		150 000,00	
Contrôle Technique 1%		37 200,00	
CSPS 0,5%		18 600,00	
Assurances DO/TRC 2,7%		50 000,00	
Branchements Concessionnaires		20 000,00	
Indexation Revision des prix 1,5% par an sur 2 ans		111 600,00	
Aléas 6%		223 200,00	
TOTAL ETUDES		1 234 000,00	
Budget prévisionnel TRAVAUX + ETUDES €HT		4 954 000,00	
TVA 20%		990 800,00	
Budget prévisionnel TRAVAUX + ETUDES €TTC		5 944 800,00	

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention et présentation des pièces justificatives

La subvention d'investissement est versée de manière échelonnée et fait l'objet d'acomptes facultatifs versés au prorata des dépenses justifiées et retenues sur production d'un état récapitulatif des dépenses et les recettes auquel est joint un état des factures acquittées.

Le versement du solde se fera sur production du certificat d'achèvement des travaux accompagné d'un état définitif récapitulatif l'intégralité des dépenses et les recettes, ainsi que l'état définitif des factures acquittées. Le Bénéficiaire devra enfin apporter la preuve de l'apposition du logo métropolitain dans tous ses documents d'information et de communication autour du projet, destinés au public.

Les versements sont effectués à réception des états de dépenses transmis en fonction de l'avancement des travaux et s'établissent de la manière suivante :

- Un premier versement de **230 000 €** sera effectué à réception de la convention signée par les parties,
- Un deuxième versement de **536 000 €** sera effectué **en 2024** sur la base des états des dépenses engagées représentant au moins 20 % des dépenses totales,
- Le solde de **134 000 €** sera versé à l'achèvement de l'opération sur

production, par le maître d'ouvrage, du procès-verbal de réception des travaux ainsi que du bilan financier définitif de l'opération signé par l'ordonnateur et le comptable.

Toutes les pièces justificatives doivent être datées et signées par le Président ou par la personne dûment habilitée à engager l'organisme, et préciser le nom et la qualité du signataire.

Le compte-rendu financier est règlementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

L'état des factures acquittées doit comporter l'objet, le montant HT et TTC, la référence, la date et l'émetteur de la facture ainsi que les modalités de paiement (date, référence et mode de paiement)

Le montant définitif de la subvention sera calculé au prorata du montant des dépenses justifiées et retenues, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée, conformément à l'article 2 de la présente convention.

Si les dépenses justifiées et retenues s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est déterminé au prorata des dépenses justifiées par le bénéficiaire et retenue par la Métropole TPM, rapporté au montant subventionnable dans la limite de la subvention votée.

Dans l'hypothèse où la subvention ainsi recalculée était inférieure aux acomptes versés avant le paiement du solde, un titre de recette sera établi par la Métropole afin d'ajuster le montant de la subvention.

ARTICLE 4 : Suivi et évaluation de l'opération

L'UCBL tiendra informée la Métropole TPM de l'état d'avancement de l'opération. A ce titre, elle s'engage à :

- informer la Métropole TPM à chaque étape de l'opération (choix du maître d'œuvre, APD, marché de travaux, ...),
- produire, pendant la durée de la présente convention, des certificats d'avancement de travaux,
- produire à l'achèvement de l'opération, un bilan d'exécution au plan technique et financier HTet TTC et le procès-verbal de réception des travaux,
- informer sans délai la Métropole de tout retard pris dans l'avancement du projet et à en mesurer l'impact.

ARTICLE 5 : Entrée en vigueur de la convention et délai de validité de la subvention

La présente convention entre en vigueur, après signature par les deux parties, à sa notification à l'UCBL, et reste en vigueur jusqu'à l'exécution définitive de la subvention. L'UCBL dispose d'un délai de quatre ans à compter du , soit jusqu'au pour réaliser le projet subventionné et transmettre l'ensemble des pièces justificatives.

Si l'UCBL constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, elle peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, elle doit adresser à la Métropole TPM une demande argumentée au moins six mois avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

La demande de prorogation fera alors l'objet d'un vote des instances délibérantes de la Métropole TPM, avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

ARTICLE 6 : Communication

L'UCBL s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels (information sur le chantier, plaque inaugurale, information et communication autour du projet...) le soutien apporté par la Métropole TPM, en utilisant notamment le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet www.metropoletpm.fr.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Les éventuelles modifications, notamment en ce qui concerne la nature des travaux, le planning de réalisation ou encore le plan de financement, feront l'objet d'une révision de la convention par avenant.

Dans l'éventualité où le projet d'avenant est rejeté par l'une ou l'autre des parties, la convention initiale s'applique sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations énoncées dans la présente convention, la résiliation de celle-ci pourra être demandée, et notamment en ce qui concerne les hypothèses suivantes :

- non réalisation de l'opération conformément aux objectifs initiaux,
- utilisation des sommes attribuées par la Métropole TPM non conforme à l'objet de la subvention,
- absence d'information suffisante de la Métropole TPM,
- non-respect de l'article 6 relatif à la communication.

En cas de manquement par l'une des parties aux obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

En cas de résiliation par la Métropole TPM, cette résiliation mettra fin à l'aide apportée par la Métropole TPM et donnera lieu au reversement des sommes allouées.

Les deux parties pourront également, d'un commun accord, mettre un terme à la présente convention en déterminant conjointement les modalités de cette résiliation.

ARTICLE 9 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'établissement, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément

vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 10 : Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif de Toulon seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : Annexes

Sont annexées à la présente convention :

- Le programme de réhabilitation (annexe 1)
- Le budget prévisionnel du projet (annexe 2)

ARTICLE 12 : Caractère exécutoire de la convention

La présente convention ne sera exécutoire qu'après signature par les deux parties et notification à l'UCBL.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

Pour l'Université Claude Bernard Lyon

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président
Frédéric FLEURY

Le Président
Hubert FALCO

CRÉATION DU CENTRE INTERNATIONAL DE SÉMINAIRE MICHEL PACHA - LA SEYNE SUR MER REPRISE PRE PROGRAMME ET SCENARIOS



MAÎTRISE D'OUVRAGE



Université Claude Bernard Lyon 1
Direction du patrimoine
43 Bd du 11 Novembre 1918
69622 Villeurbanne Cedex

Contact : Monique BOUARD
monique.bouard@univ-lyon1.fr

MANDATAIRE



Arep Menighetti

Agence de Paris : 16 avenue d'Ivry, 75647, PARIS cedex 13
Agence de Marseille : 63 rue Forbin, 13002 MARSEILLE
Agence de Sophia : 55 allée Pierre Ziller 06905 Sophia-Antipolis

CO-TRAITANTS



C2A – Economie de la Construction

7, bis rue Fléchier, 30 000 Nîmes
04 66 76 08 82

SOMMAIRE

1. LE SITE DE PROJET.....	p.5
ACCESSIBILITE AU SITE.....	
LE SITE DE PROJET : EMPRISE PARCELLAIRE ET EMPRISE CONSTRUITE	
UN SITE REMARQUABLE.....	
LE BATIMENT DUBOIS.....	
LE BATIMENT PERES.....	
RAPPEL DES VOLUMES CAPABLES	
 2. LE PROGRAMME.....	 p.15
FONCTIONS ET SURFACES - RAPPEL PROGRAMME UCBL	
FONCTIONS ET SURFACES - PRE-PROGRAMME THEORIQUE	
 3. FAISABILITE	 p19
AXONOMETRIE DU SCENARIO	
SCENARIO DEVELOPPE – PLAN	
SCENARIO DEVELOPPE – SURFACE.....	

LE PROJET

CONTEXTE DU PROJET :

L'institut de Biologie Marine dit « MICHEL PACHA » est situé à Tamaris, quartier de la commune de la Seyne-sur-Mer dans le Var. Il appartient à l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) depuis plus d'un siècle à la suite d'un legs effectué en 1890 par Jean Blaise Marius Michel dit MICHEL PACHA.

De 1900 à 2008 l'Institut de Biologie Marine a mené des travaux scientifiques en rapport avec le milieu marin. En 2008, l'activité d'enseignement et de recherche de l'Université s'est interrompue, les lieux n'étant plus aux normes pour un accueil satisfaisant des étudiants. Dans l'attente du financement d'une rénovation, l'activité a été rapatriée sur un des campus de l'Université à LYON. Il reste néanmoins sur le site de l'Institut une activité de recherche liée au domaine maritime avec le projet ANTARES/KM3NeT mené par le CNRS et le Centre de Physique des Particules de Marseille.

Aujourd'hui, l'Université Claude Bernard LYON 1 propriétaire du site souhaite voir évoluer les bâtiments vers des fonctions de séminaires, d'accueil de chercheurs et d'étudiants, sous la forme d'un Centre de Séminaire Scientifique International (CIS).

L'objectif est de créer sur les bâtiments DUBOIS et PERES un centre de séminaires dans les domaines scientifiques, de la nature et de l'environnement pour accueillir des chercheurs français et étrangers. A l'issue d'une démarche de programmation menée en 2019, une étude de positionnement du projet et un test de marché potentiel a été engagée par l'Université.

Début 2019, un Porté à connaissance (PAC) du 15/03/2019 par la DDTM indique que le site en zone d'aléa moyen à faible présentant des risques nécessitant un ajustement des études de faisabilité et du programme

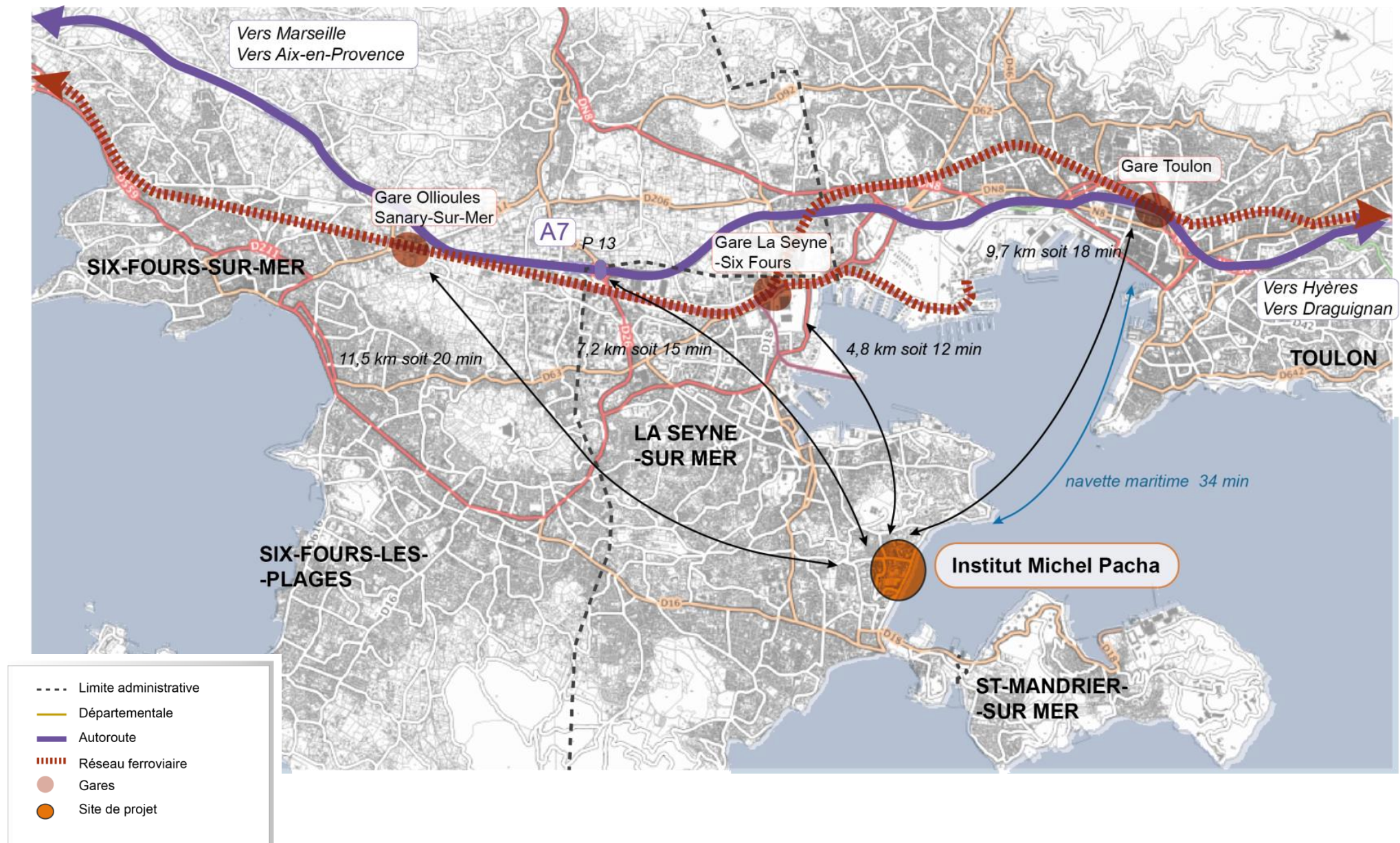
Depuis juillet 2019, le projet évolue :

- Les services de l'Etat – DDTM et ABF – ont réévalué le niveau de risque de submersion marine avec la possibilité de déroger aux règles de submersion pour le bâtiment présentant un intérêt patrimonial n'impliquant plus une surélévation du bâtiment principal et une reconstruction du bâtiment PERES dans l'emprise existante sauf en ce qui concerne l'amphithéâtre qui pourra présenter une forme plus exploitable.
- Les collectivités locales - Ville et Métropole – ont entrepris l'opération Corniche de revalorisation du front de mer. Celle-ci permet d'envisager une mise en valeur de l'ensemble du secteur de la Villa Pacha grâce notamment à un aménagement paysager sur la parcelle mitoyenne – esplanade piétonne et ponton.
- Le nouvel exécutif de la ville souhaite être partie prenante du projet de valorisation du site.
- Pour l'université, l'hébergement hôtelier est abandonné au profit de studios dont il conviendra de tester le positionnement dans le patrimoine en fonction des règles de sécurité et du PPRI (submersion).
- Une étude de marché et une étude juridique sur le mode d'exploitation et un modèle économique ont été élaborées depuis 2019 et viennent alimenter le volet opérationnel du projet.

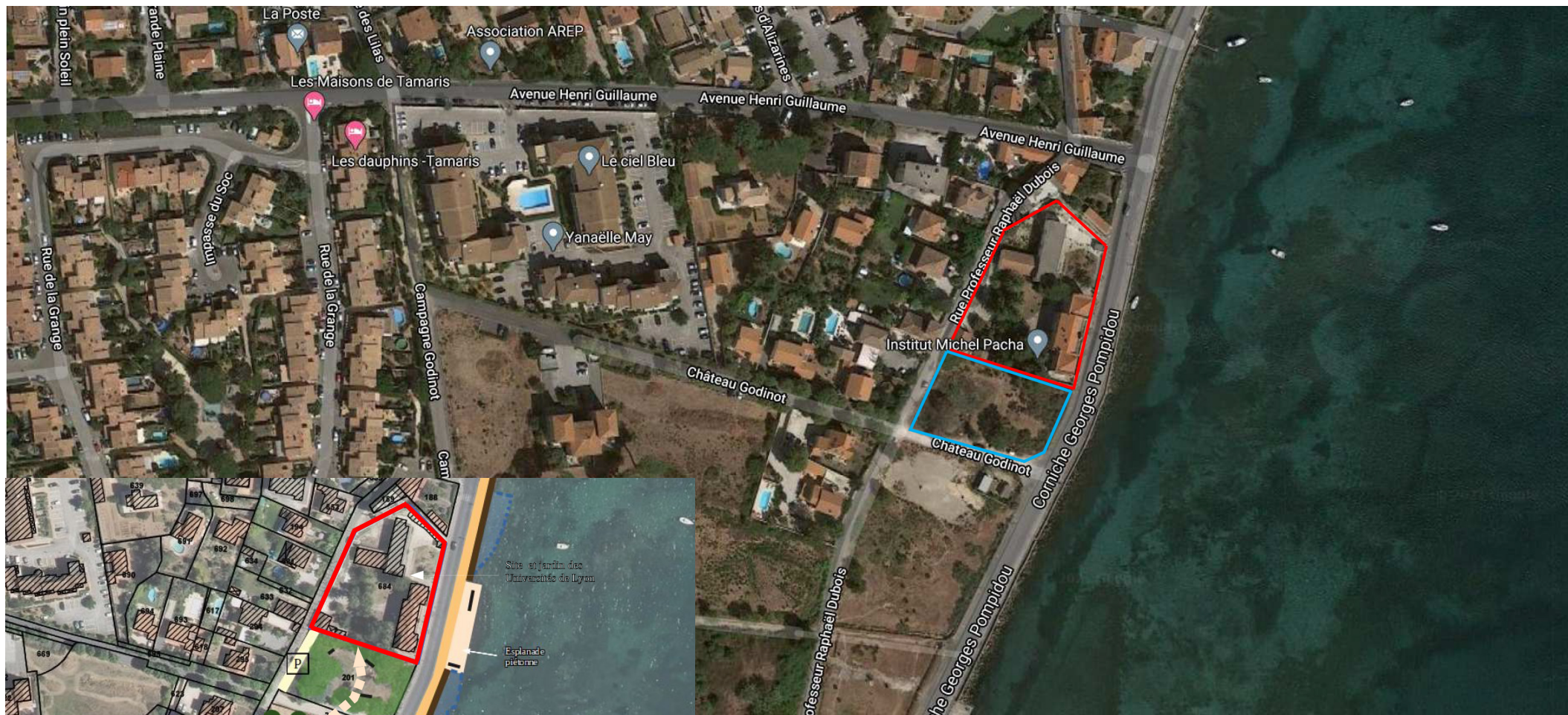


1. LE SITE DU PROJET

ACCESSIBILITE AU SITE



LE SITE DE PROJET : EMPRISE PARCELLAIRE DANS L'ENVIRONNEMENT IMMEDIAT



Institut de Biologie Marine "Michel PACHA"

Projet Aménagement de la corniche TAMARIS

Sentier découverte :

Permettre au promeneurs et aux joggeurs d'emprunter un itinéraire apaisé à l'écart de la circulation.

- Création d'un ponton sur la mer (pilotis ou ponton flottant)
- Mise en scène des différents points de vue sur la baie par de la végétation de milieu salin
- Atténuation de l'impact visuel des bâtiments par la présence d'arbres de haute tige
- Mise en valeur des bâtiments emblématiques par des placettes végétalisées.
- Axes à approfondir : modifier les accès aux immeubles. Rationaliser les stationnements.

Bureau d'Etudes Architecture et Paysages

Antenne La Seyne-sur-Mer – Métropole Toulon Provence Méditerranée - 21 juillet 2020

LE SITE DE PROJET : EMPRISE PARCELLAIRE ET EMPRISE CONSTRuite



La parcelle étudiée est située à proximité immédiate du bord de mer.

Trois bâtiments sont encore présents sur le site étudié : le bâtiment PERES, le bâtiment DUBOIS et un atelier/stockage. Inoccupés depuis 2008, les bâtiments se sont détériorés. Entre 2016 et 2017 des travaux ont été réalisés :

- Rénovation du mur d'enceinte et des grilles Est, Nord et Ouest
- Démolition du bâtiment, des appentis très vétustes et de la Réfection de la Guérite du Douanier (en front de mer)

Le site dispose de deux entrées :

- Depuis la rue Raphaël Dubois : entrée véhiculaire et piétonne
- Depuis la corniche Georges Pompidou : entrée uniquement piétonne

Le site se développe sur la parcelle AS 684 : superficie de 3 242 m².

NR : Attention, sur cadastre.gouv, l'institut est situé sur les parcelles AS 198, 720, 721, 722 et 723. La mairie a autorisé, lors des dépôts d'autorisations administratives, un regroupement de ces parcelles en une seule

Superficie du site 3 242 m²

Superficie construite au sol :

- Bât DUBOIS : Emprise sol 333m²
- Bât PERES: Emprise sol : 331m²

UN SITE REMARQUABLE



LEGENDE :

- ZONE 1 : Entrée Nord-Ouest du jardin
- ZONE 2 : Entrée Nord-Est du jardin
- ZONE 3 : Jardin Sud-Paris
- ZONE 4 : Accès bâtiment mauresque
- ZONE 5 : Friche Sud-Ouest

Jardin et parc remarquables

Le parc de l'Institut Michel Pacha est considéré comme parc remarquable.

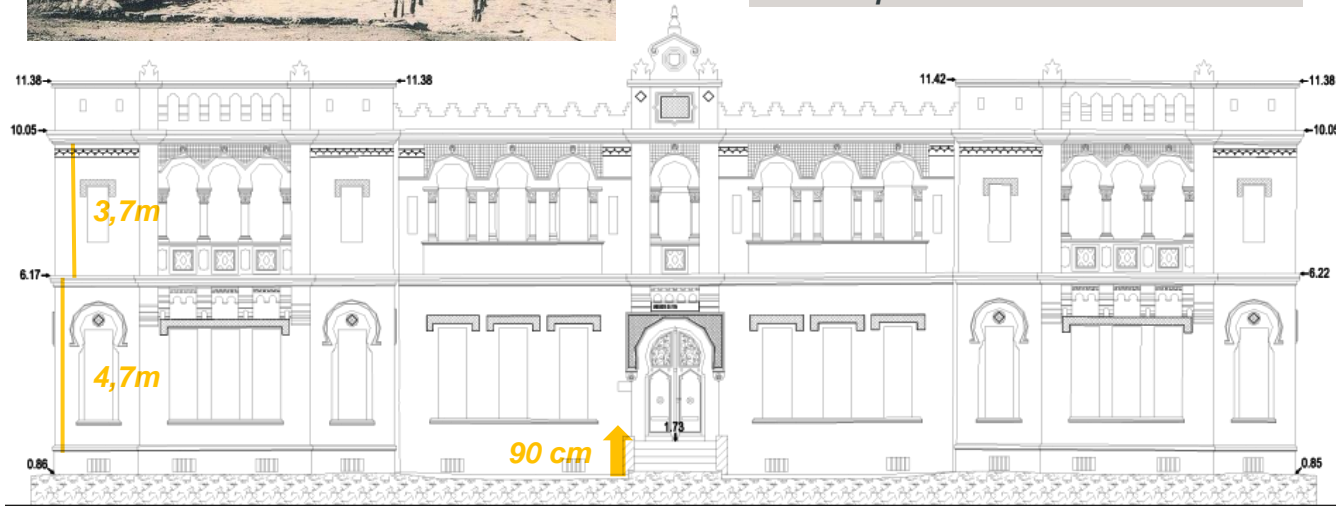
Pour l'ensemble de ces espaces verts à préserver

LE BATIMENT DUBOIS

ARCHITECTURE ET IDENTITÉ



Emprise au sol du bâti : 333m²



Façade Est



Un fort lien avec la rade de Toulon : un atout pour le bâtiment

Caractéristiques

Ce bâtiment est situé à l'extrémité Est de la parcelle et fait face à la mer (à 10m seulement). Ses espaces intérieurs (à l'exception des pièces situées à l'Ouest) offrent un somptueux panorama sur la petite rade, tant au RDC qu'au 1^{er} étage.

Le bâtiment est une villa de style oriental (Mauresque) construite sur deux niveaux, au dessus d'un vide sanitaire ventilé.

Bâtiment protégé

Un bâtiment très visible et identifiable depuis l'espace public et offrant **des panoramas d'exception** depuis les espaces intérieurs



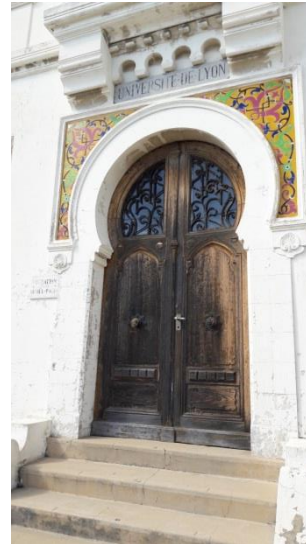
OCCUPATION ACTUELLE ET ÉLÉMENTS REMARQUABLES



Escalier principal



Plaque en mémoire de M Dubois



Porte d'entrée, coté mer



Bibliothèque de M Dubois

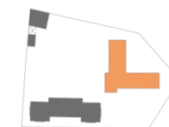


Bibliothèque/cabinet de curiosité sur l'histoire de l'institut



Cheminée de l'appartement de M. Dubois

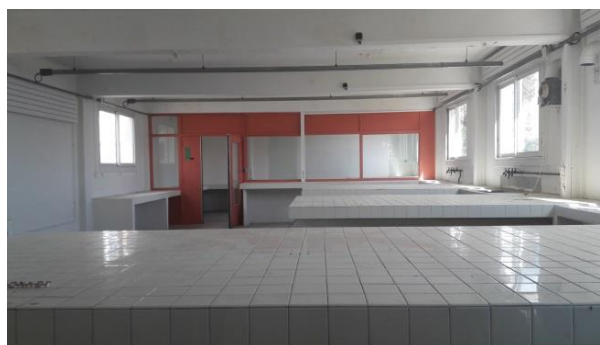
Plaque et carreaux-décoration murale



Aile enseignement



Laboratoire R+1



Caractéristiques

Le bâtiment Peres ou bâtiment d'enseignement, a été construit plus récemment que le bâtiment Dubois, au Nord de la parcelle. Il n'est plus occupé depuis plusieurs années.

Construit en 1968, il est composé de deux volumes formant un L. Il est construit en béton sans vide sanitaire.

Emprise au sol du bâti : 331m²

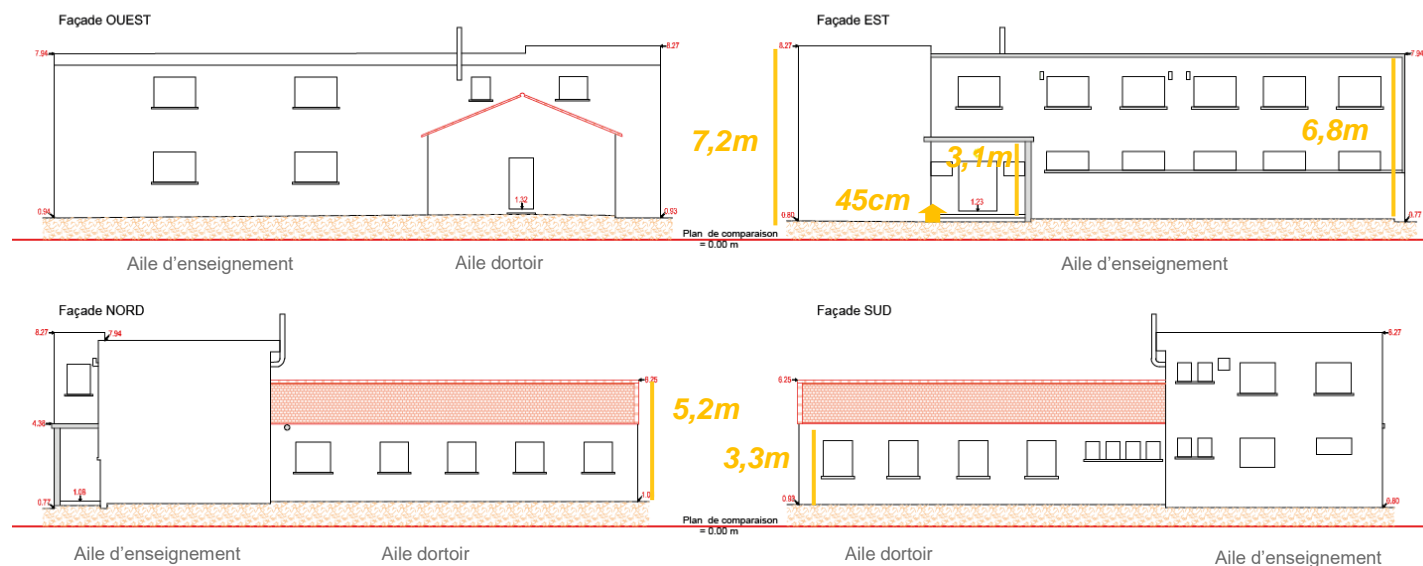
Bâtiment ayant de beaux volumes à exploiter



Aile dortoir en RDC



Espace Technique Rdc



RAPPEL DES VOLUMES CAPABLES

SURFACES DISPONIBLES



	SU		Total SU	Circulations	SDO	Extension possible
	RDC	R+1				
DUBOIS	257	245	502	32	534	
PERES	268	153	421	55	476	115
ATELIER	67				67	
Total site	593	397	923	87	1076	115

Les volumes existants s’élèvent à 1076 m2 de Surface Dans Œuvre (SDO).

Surfaces dans oeuvre :

Bâtiment DUBOIS 502 m2

Bâtiment PERES 443 m2

Bâtiments d’entrée 87 m2

RAPPEL DES PRINCIPALES CONTRAINTES

PAC SUBMERSION

III.3.1 - Côtes rocheuses

III.3.1.A - Construction neuve

Sont admis, tous types de constructions, ouvrages, aménagements, installations, à l'exception des établissements recevant du public de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, ainsi que des établissements recevant du public de type J, R et U de toutes catégories, sous réserve que la cote de plancher habitable ou aménageable soit située à un niveau supérieur ou égal à 2 m NGF.

III.3.1.B - Construction existante

Sont admis, les travaux d'aménagement, sans changement de destination.

Par dérogation, **sont admis** les travaux d'aménagement avec changement de destination pour création d'établissements recevant du public hors établissements de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, et établissements recevant du public de type J, R et U de toutes catégories, uniquement s'ils respectent les principes d'augmentation de la sécurité et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens et sous réserve que la cote de plancher habitable ou aménageable soit située à un niveau supérieur ou égal à 2 m NGF.

Par dérogation, sont admises en vue de la création d'un espace refuge, les extensions par surélévation, sous réserve des conditions suivantes :

- Cette extension ne doit pas avoir pour effet d'augmenter le nombre de logements ;
- La cote de plancher habitable ou aménageable créée doit être située à un niveau au moins égal ou supérieur à 2 m NGF.

ABF

Bâtiment patrimonial : l'AVAP interdit la modification des façades, l'enveloppe ne doit pas changer. Le seuil du bâtiment est à 1,70 m. Dérogation dans PAC complémentaire pour les bâtiments patrimoniaux. Pas de surélévation de plancher

Le bâtiment Pérès, sans intérêt architectural, est à 1,30 m : il peut être démolé et reconstruit à une hauteur de seuil conforme de 2 m. Une modification ou une extension (restructuration lourde) est admissible pour obtenir une forme carrée, adaptée à un amphithéâtre (capacité d'accueil : 100 personnes). La destination future d'intérêt collectif bénéficie de dérogation à certaines règles du PLU, dans des proportions raisonnables (pour l'extension de l'amphithéâtre par exemple).

La DDTM précise également que la submersion marine est relativement lente, à la différence des inondations. L'évacuation des personnes est organisée sans nécessiter de refuge en urgence. La notion de salle échappatoire / espace refuge (à l'étage) ne peut donc pas constituer une dérogation par rapport à la problématique des seuils du PAC. Pour la DDTM, à terme, le site sera inondé. Mme BOUARD précise qu'un ERP a une durée de vie de 30-40 ans.

Parking : la partie située en zone d'aléa moyen du PAC est interdite. La partie située en zone faible n'offre pas assez de capacité. La réalisation de remblais est proposée pour la transformer en zone d'aléa faible : la proposition peut être étudiée car elle va dans le sens de la sécurité. Il est précisé que les plans sont à l'échelle 1/10.000ème, ce qui laisse une marge d'environ 10 m, donc une interprétation assez souple de la zone de parking. Un parking n'est pas envisageable sur le terrain municipal contigu que MTPM veut aménager (rappel de Mme VAILLAND). Surélevés de 70cm si talus pour aléa faible sinon 1m20

2. LE PROGRAMME

LES FONCTIONS ATTENDUES

RAPPEL PROGRAMME UCBL / SYNTHÈSE ÉTUDE BS STRATEGY

Une étude de marché a permis d'identifier les conditions requises pour le bon fonctionnement du site, sa gestion et son équilibre financier.

Ainsi, l'ensemble des activités complémentaires du site qui ont été désignées sont les suivantes :

- **Évènementiel temporaire: Formations, séminaires, congrès et colloques scientifiques – Partenariat avec agences évènementielles nécessaire**
- **Permanente : Hébergement d'entreprises type sociétés savantes et Incubateur de start-up – animateur / accompagnateur entreprises**

RAPPEL DES CONDITIONS DE RESPECT DU LEG

« Toutes activités consacrées au progrès et au développement de la recherche scientifique, à la diffusion des connaissances acquises dans le domaine de la nature »

LES GRANDES FONCTIONS ET LES ESPACES INDUITS

1/ ACTIVITÉS ÉVÈNEMENTIELLES

ESPACES SEMINAIRE

- **1 salle polyvalente avec gradins rétractables pour 100 personnes**
- **1 salle (configuration salle de cours) de 40 personnes** pour les cours thématiques
- **2 salles de réunion de 30 personnes pour les réflexions créatives 2 salles de réunion 5-10 personnes** pour les séminaires de ressource et/ou fondateurs de projets :

ESPACES RESTAURATION

Pour les séminaires et événements avec office traiteur, espace de convivialité et terrasse extérieure de plain pied + toit terrasse

2/ ESPACES DE TRAVAIL PERMANENT (EN OPTION)

ESPACE DE TRAVAIL INCUBATEUR DE STARTUP – SOCIÉTÉS SAVANTES

Bureaux doubles et multiples pour domiciliation de sociétés savantes et structure d'accompagnement/ développement d'entreprises de type incubateur de startup

3/ ESPACE HÉBERGEMENT TEMPORAIRE

Base de quelques studios d'hébergement temporaire

4/ ESPACES LOGISTIQUES ET SERVANTS

Un bureau d'accueil pour deux personnes dans chacun des bâtiments
Un petit atelier de réparation
Une zone de stockage pour les équipements d'entretien des espaces verts
Un local ménage, buanderie (pour des usages ponctuels)
De nombreux espaces de stockage pour les espaces séminaire / polyvalent
Les locaux serveurs/informatiques
Sanitaires

LES CATEGORIES ERP

LES GRANDES FONCTIONS ET LES ESPACES INDUITS

1/ ACTIVITES EVENEMENTIEL TEMPORAIRE

ESPACES EVENEMENTIELS

- 1 salle gradinée 80-100 personnes pour** les plénières et colloques
- **1 salle (configuration salle de cours) de 40 personnes** pour les cours thématiques ou Ecoles (Short courses and School)
 - **2 salles de réunion de 30 personnes pour** les réflexions créatives **2 salles de réunion 5-10 personnes** pour les séminaires de ressourcement et/ou fondateurs de projets :



Type L 5^{ème} catégorie - de 200 personnes

ESPACES RESTAURATION

Pour les séminaires et événements avec office traiteur, espace de convivialité et terrasse extérieure de plain pied + toit terrasse ?



Type N 5^{ème} catégorie - de 200 personnes

2/ ESPACES DE TRAVAIL PERMANENT

ESPACE DE TRAVAIL INCUBATEUR DE STARTUP – SOCIÉTÉS SAVANTES

Bureaux doubles et multiples pour domiciliation de sociétés savantes et structure d'accompagnement/ développement d'entreprises de type incubateur de startup
Capacité max 28 personnes



Code du travail

3/ ESPACE HEBERGEMENT TEMPORAIRE

Base de studios d'hébergement temporaire

4/ ESPACES LOGISTIQUES ET SERVANTS :

Un bureau d'accueil pour deux personnes dans chacun des bâtiments
Un petit atelier de réparation
Une zone de stockage pour les équipements d'entretien des espaces verts
Un local ménage, buanderie (pour des usages ponctuels)
Les locaux serveurs/informatiques
Sanitaires

LES SURFACES THEORIQUES

FONCTIONS	PROGRAMME			
	NB	SU	SUTot	S Ext
ACCES / ENCEINTE / STATIONNEMENTS				
Enceinte (pm)				pm
Voie d'accès (pm)				pm
Livraisons et Secours				pm
Stationnement VL Personnel				0
Stationnement VL Visiteurs				0
Stationnement VL PMR				0
Stationnement 2 roues motorisées + Cycles				0
SOUS-TOTAL - UF 1			0	0
ACCUEIL				
Bureau d'accueil 2 postes	1	15	15	
Sanitaires	1	pm	pm	
SOUS-TOTAL - UF 2			15	0
ESPACE SEMINAIRE				
Amphithéâtre 100 personnes	1	100	100	
Salle de cours 40 personnes	1	70	70	
Salles de réunion 30 personnes	2	50	100	
Salles de réunion 5-10 personnes	1	18	18	
Sanitaires	2	10	20	
SOUS-TOTAL - UF 3			308	0
ESPACE RESTAURATION				
Restaurant 100 couverts	1	100	100	
Office/Traiteur	1	20	20	
Espace de convivialité	1	20	20	
Sanitaires	2	5	10	
SOUS-TOTAL - UF 6			150	0
ESPACE DE TRAVAIL INCUBATEUR STARTUP - SOCIETES SAVANTES				
Salle réunion / convivialité 5-10 personnes	1	18	18	
Bureaux 2 pers	10	15	150	
Bureaux 4 pers	2	30	60	
Sanitaires	2	5	10	
SOUS-TOTAL - UF 4			238	0
ESPACES DE RECHERCHE CPPM				
Salle de contrôle	1	20	20	
Salle des baies de calcul	1	30	30	
Salle onduleur	1	10	10	
Espace de stockage	1	10	10	
Sanitaires	1	5	5	
SOUS-TOTAL - UF 5			75	0
ESPACE HERBERGEMENT TEMPORAIRE				
Studios	3	30	90	
SOUS-TOTAL - UF 7			90	0
LOCAUX LOGISTIQUES ET TECHNIQUES				
Atelier de réparation	1	20	20	
Local ménage	2	6	12	
Local de stockage matériel d'entretien des espaces verts	1	15	15	
Locaux serveurs informatiques	3	6	18	
Locaux techniques	1	25	25	
SOUS-TOTAL - UF 8			90	0
TOTAL GENERAL			966	0

Le programme ne comprend plus d'espaces de recherche CPPM après confirmation d'un déménagement en fin 2023.

- Scénario 2bis : Evènementiel/ Tertiaire / Hébergement

3. LA FAISABILITE

AXONOMETRIE DU PROJET GLOBAL SCENARIO 2bis

SCENARIO 2 BIS



DEVELOPPEMENT DU PROGRAMME DANS LES BATIMENTS PRINCIPAUX

SCENARIO 2bis



ADEQUATION SURFACES PROGRAMME – PROJET – SCENARIO 2bis

UNITES FONCTIONNELLES						TOTAL
	DUBOIS	DUBOIS	PERES	PERES	Autre	
	RDC	R+1	RDC	R+1		
ACCUEIL	0	0	16	0	0	
Bureau d'accueil 2 postes			16			
ESPACES SEMINAIRE / EVENEMENTIEL	149	155	114	0	0	
Amphithéâtre 100 personnes			100			
Salle de cours 40 personnes		73				
Salle de réunion 5-10 personnes		38				
Sanitaires	9,5	21	14			
Bibliothèque	33					
Espace de convivialité bar	61					
Salle de réunion 10 à 14 personnes	26					
Stockage attendant aux salles de réunion	19	22				
ESPACES RESTAURATION	0	0	176	0	0	
Restaurant 100 couverts			101			
Office/Traiteur			33			
Espace de convivialité			31			
Sanitaires			11			
ESPACES BUREAUX STARTUP - SOC. SAVANTES	50	53	0	0	0	
Plateaux bureaux	50	35				
Espace de convivialité		18				
Salle de réunion		pm				
Sanitaires		pm				
ESPACES HERBERGEMENT TEMPORAIRE	0	0	0	160	90	
Studios				160	90	
LOCAUX LOGISTIQUES ET TECHNIQUES	15	8	12	12	35	
Atelier de réparation					20	
Local ménage	4	8	12			
Local de stockage matériel d'entretien des espaces verts					15	
Locaux serveurs informatiques	5					
Locaux techniques	6			12		
TOTAL SU*	214	215	317	172	125	1043
TOTAL SDO*	257	258	380	206	150	1251

IDENTIFICATION

Maitrise d'Ouvrage

Nom du projet

Phase

Date

Université Claude Bernard Lyon 1 Direction du patrimoine
Synthèse reprise PPG et scénarios de faisabilité Centre Michel Pacha à la Seyne sur Mer
Préprogramme et faisabilité
16 Février 2021

PRODUCTION DE LA PHASE :

AREP Menighetti

Rédacteur



Célia CHAVANNES, chargée de projets
Géraud RICHARD C2A
Date : 16 Février 2021

Vérificateur

Célia CHAVANNES, chargée de projets
Date : 16 Février 2021

Approbateur

Ingrid ASDIGUIAN
Date : 16 Février 2021

Projet de réhabilitation			
Institut de Biologie Marine Michel PACHA à la Seyne sur Mer			
TRAVAUX € euros HT			
Bâtiment DUBOIS			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		1 079 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		162 000,00	
LOTS TECHNIQUES		227 000,00	
ACCESSIBILITE PMR		130 000,00	
Bâtiment PERES			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		1 064 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		166 000,00	
LOTS TECHNIQUES		245 000,00	
ACCESSIBILITE PMR		45 000,00	
Bâtiment ANNEXES			
ENVELOPPE EXTERIEURE BATIMENT		137 000,00	
AMENAGEMENTS INTERIEURS		38 000,00	
LOTS TECHNIQUES		68 000,00	
AMENAGEMENTS EXTERIEURS			
Travaux extérieurs		359 000,00	
TOTAL TRAVAUX		3 720 000,00	
ETUDES € euros HT			
Maîtrise d'oeuvre (Base+OPC) 12%		446 400,00	
Mandataire 3%		177 000,00	
Indemnité Concours 5 candidats		150 000,00	
Contrôle Technique 1%		37 200,00	
CSPS 0,5%		18 600,00	
Assurances DO/TRC 2,7%		50 000,00	
Branchements Concessionnaires		20 000,00	
Indexation Revision des prix 1,5% par an sur 2 ans		111 600,00	
Aléas 6%		223 200,00	
TOTAL ETUDES		1 234 000,00	
Budget prévisionnel TRAVAUX + ETUDES €HT		4 954 000,00	
TVA 20%		990 800,00	
Budget prévisionnel TRAVAUX + ETUDES €TTC		5 944 800,00	

Fonds propres	3 000 000 €
Région SUD	1 150 000 €
Département du Var	900 000 €
Métropole Toulon Provence Méditerranée	900 000 €
	5 950 000 €